

# Le Liban au cœur des tourments du Machrek

question en débat  
L'REVUE NOUVELLE - JUILLET-AOÛT 2008

Au Liban, les combats du mois de mai, qui ont opposé le Hezbollah à des miliciens sunnites et druzes proches du gouvernement de Fouad Siniora, se sont soldés par la victoire militaire du Hezbollah. Ces affrontements armés ont eu lieu au terme de bouleversements politiques qui sont indissociables du contexte qui prévaut au Machrek (le Moyen-Orient) depuis l'intervention américaine en Irak. La montée en puissance du Hezbollah, l'hypothèse d'un nouveau développement de l'affrontement entre sunnites et chiites, la réécriture d'un nouveau pacte national fondateur sur fond de clientélisme et d'opportunisme sont autant de matières dont Pierre Coopman a débattu avec la sociologue libanaise Nahla Chahal, éditorialiste du quotidien panarabe *Al Hayat*.

---

**Pierre Coopman :** J'avais écrit un article sur le Liban, en 2005, pour *La Revue nouvelle*<sup>1</sup>, après la victoire de Michel Aoun aux élections, mais avant l'alliance de son parti, le Courant patriotique libre (CPL) avec le Hezbollah. Le leader druze Walid Joumblatt parlait du retour d'Aoun au Liban (après quinze ans d'exil en France) comme d'un « tsunami politique ». Ce retour allait en effet forcer un repositionnement des acteurs politiques libanais, provoquer un jeu de chaises musicales.

Dans cet article, j'analysais que la politique libanaise ne répond plus tellement aux logiques d'un système confessionnel, communautaire ou

clientéliste, mais se caractérise aujourd'hui par des luttes entre oligarchies, des luttes politiques, oserais-je dire : des combats de chefs, parmi lesquels Joumblatt et Aoun sont de beaux exemples de politiciens prêts à toutes les compromissions pour conserver leur stature.

J'interrogeais le sens du Pacte national de 1943. Qu'est-ce qu'il en reste ? Ce qu'on observe aujourd'hui, au Liban, correspond plutôt à des jeux d'alliances entre chefs. Les tactiques politiques pivotent autour d'un axe central dénommé le Hezbollah. Difficile, dans ces conditions, de s'imaginer comment le Liban va se construire un nouveau Pacte national et un avenir respectant toutes les composantes de sa société.

---

1 « Bussiness as usual », *La Revue nouvelle*, août 2005.

**Nahla Chahal:** En 1943, le Liban pouvait espérer avoir un rôle important. Le Pacte national de 1943 était un accord rationnel, conclu entre les deux plus importantes communautés de l'époque, sunnite et maronite, mais avec l'accord des autres communautés... Actuellement, les Libanais ne veulent pas comprendre que le rôle exceptionnel du Liban, à l'époque, d'intermédiaire et de prestataire de services, n'existe plus. Les compétences du Liban (les maisons d'édition, les meilleures universités, la connaissance des langues étrangères, etc.) ont souffert des crises économiques majeures qu'a connues le pays dès les années soixante. Les prestations du Liban n'étaient plus vitales pour la région, parce que d'autres centres (la Syrie, la Jordanie et les pays du Golfe) ont développé la même valeur ajoutée. C'est la loi de l'histoire. Le Liban avait beaucoup profité de l'effondrement de la Palestine et de l'Égypte. Le port de Beyrouth est né de l'effondrement de Haïfa. Mais peu à peu, le Liban a perdu ses compétences. C'est d'ailleurs cela qui explique qu'en 1958, on a tout fait pour limiter la guerre civile à six mois. Mais à partir de 1975 elle allait durer quinze ans, parce que Beyrouth n'était plus une place boursière et bancaire.

Ce changement dans le rôle du Liban est fortement lié au Pacte national : un accord qui devait permettre la survie d'un pays tout petit, surpeuplé et sans ressources naturelles. Le Pacte national de 1943 était une invention ingénieuse. Maintenant, on a des mini-pactes qui ne tiennent plus que quelques années, voire quelques mois, parce que ce ne sont plus des accords qui ont des racines objectives importantes pour tout le pays... Le Pacte national libanais reposait sur des dynamiques complexes, au-delà d'un accord des chefs.

**Pierre Coopman:** En 2005, après les élections du mois de juin, il existait une opportunité de véritable alliance de toutes les oligarchies libanaises. Mais c'était compter sans l'incapacité de Michel Aoun de restreindre ses ambitions de chef, réclamant ses droits régaliens au nom de sa majorité électorale. C'était aussi compter

sans l'incapacité du Hezbollah à se départir de son rôle de moyen de pression dans la géopolitique régionale : un rôle qu'il exercera en sortant du gouvernement, début 2007, pour couvrir la Syrie dans l'enquête sur l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri en février 2005. Le Hezbollah sort du gouvernement après s'être allié avec le CPL d'Aoun en février 2006. Un article dans le dernier livre de Sabrina Mervin consacré au Hezbollah<sup>2</sup> parle de « alliance des exclus du pouvoir ». J'ai des doutes à ce propos. Ces deux courants ne choisissent-ils pas plutôt de s'exclure du pouvoir ? Le positionnement du Hezbollah, par rapport au pouvoir, est ambigu depuis des années. Il s'est, au cours des années nonante, cantonné dans l'opposition islamo-gauchiste contre le néolibéralisme des gouvernements Hariri, mais était largement impliqué, sinon déjà hégémonique, dans les appareils du pouvoir libano-syrien. Quant à Aoun, est-il vraiment un « exclu du pouvoir » ? Ne s'exclut-il pas parce qu'il semble avoir des difficultés à comprendre les rapports complexes de la démocratie avec les notions de majorité et de minorité électorale ? Il semble parfois vouloir se comporter comme si sa majorité électorale dans sa communauté chrétienne lui donnait tous les droits au niveau national.

**Nahla Chahal:** En 2005, quand Michel Aoun est revenu, la majorité des chrétiens l'a suivi. Pourtant, je suis d'accord pour dire qu'Aoun est un personnage assez problématique. Je ne le trouve pas extrêmement convaincant, parce qu'il n'est pas un grand théoricien comme Michel Chiha, fondateur et théoricien du Pacte national, de la place des maronites au Moyen-Orient... Michel Aoun n'est pas un grand chef historique. Quand il est revenu, il a néanmoins pu attirer l'adhésion de la majorité des chrétiens. J'étais à ce moment-là professeure d'université à Kaslik, l'université de la confrérie maronite. J'étais étonnée de voir à quel point les Frères de Kaslik et les moines, les professeurs et les étudiants étaient « aounistes ».

<sup>2</sup> *Le Hezbollah. État des lieux*, sous la direction de Sabrina Mervin, Sindbad-Actes Sud, 2008.

On m'a dit qu'Aoun pouvait engager les maronites dans une alliance avec des forces montantes de la région... Aoun, via son alliance avec le Hezbollah, pouvait peut-être donner aux maronites ce qui commençait à leur manquer, c'est-à-dire une alliance avec une force régionale et locale: le chiisme. Il faut le comprendre et l'entendre, car les maronites et les chrétiens au Liban, même s'ils ne sont pas une minorité comme les chrétiens en Irak, ont le sentiment d'être de plus en plus minoritaires. Les grands conflits dans la région les dépassent. Le conflit majeur avec l'Iran prend un aspect chiite-sunnite, et ils ont peur d'être écrasés entre deux énormes blocs. Ils ont suivi Aoun, qui semblait leur proposer une place honorable où il les représenterait de façon cohérente. Son discours était audible. Son intégrité était importante face à des chefs qui étaient soit corrompus, soit impliqués avec Israël et qui ont donc perdu toute crédibilité.

**Pierre Coopman:** J'ai en effet souvent pu constater la popularité d'Aoun, personnage décrit par les Libanais comme étant plus « pur » que les autres. Cela dit, Aoun fait-il de bons calculs politiques en maintenant son alliance avec le Hezbollah? Alain Gresh écrit, dans une édition récente du *Monde diplomatique*, qu'Aoun est extrêmement populaire pour l'instant. Cela me semble un peu court. D'autres sources prétendent qu'Aoun a perdu énormément de crédit à la suite du blocage politique qui a perduré depuis janvier 2007 et des événements violents du mois de mai 2008. Aux élections législatives de 2009, c'est le décompte des voix chrétiennes qui révélera si le prestige d'Aoun a reculé, même s'il semble acquis qu'il l'emportera grâce à son alliance avec le Hezbollah.

**Nahla Chahal:** Malgré l'exaspération de la tension communautaire dans l'ensemble du pays, Aoun, sans rester majoritaire, continue à proposer aux chrétiens une formule qui leur semble attirante. Si ce n'était pas le cas, ils l'auraient certainement chassé. Finalement, il a conclu un accord avec le Hezbollah, ce qui est vraiment très audacieux. Si Aoun n'est pas délaissé par

ses partisans, c'est parce que cette alliance représente aux yeux des chrétiens la possibilité d'être si pas dans le camp des gagnants — pour moi il n'y aura pas de gagnants mais plutôt une destruction générale — du moins dans un camp dynamique. Les autres chefs maronites ont d'ailleurs choisi de s'allier avec le fils Hariri justement parce qu'ils misent sur l'importance de ce que l'on appelle le clan modéré, qui est derrière les sunnites, l'Arabie Saoudite, etc. Les chrétiens, malheureusement, dans cette configuration du Liban, se trouvent être des alliés, mais des alliés de second plan, des forces essentielles sunnites et chiites qui se livrent à un combat sans merci.

**Pierre Coopman:** Je crains malheureusement que la fixation autour du Hezbollah soit un des mécanismes qui aggravent ce risque de destruction. Il faut reconnaître une qualité au Hezbollah: il est, sur la scène politique libanaise, l'acteur le plus fidèle à sa doctrine, le plus constant dans sa doctrine anti-impérialiste, anti-américaine, basée sur la non-reconnaissance de l'État d'Israël. On semble en être arrivé, au Liban, à une situation, où toutes les oligarchies ou chefs politiques, même Walid Joumblatt et y compris le parti chiite Amal dirigé par Nabih Berry, gravitent autour du Hezbollah ou sont obligés de se positionner par rapport à lui. Sans nier les erreurs du gouvernement de Fouad Siniora, lorsqu'il a pris des décisions engageant le Liban sans quorum, je ne peux pas évacuer le problème que représente le pouvoir excessif du Hezbollah. Ce pouvoir ne me dit rien qui vaille, ni par rapport à la reconstruction d'un Pacte national au Liban ni par rapport à l'avenir de la région.

**Nahla Chahal:** Nous ne sommes pas à la veille de la conclusion d'un Pacte national, pour deux raisons majeures. D'abord une raison régionale. Le Pacte national était aussi l'expression d'une certaine pacification dans la région. Or, la région n'est pas à la veille d'une pacification. Ensuite, parce qu'au moment du Pacte national, le Liban en connaissait la finalité réelle. Actuellement, le Pacte n'est pas redéfini. Le système libanais est

un système de répartition et de fonctionnement de la richesse et pas que du pouvoir. Et les chefs historiques qui ont permis un pacte profitable à une certaine époque n'existent plus; les petits chefs les ont remplacés partout...

**Pierre Coopman:** Vous rejoignez mon propos sur les oligarchies...

**Nahla Chahal:** Je ne nie pas que la crise des élites est profonde, partout dans la région. Elle est en quelque sorte objective dans la mesure où nous ne sommes pas face à l'émergence d'un projet historique qui pourrait créer des chefs qui le conduisent. À l'inverse, l'émiettement, le délitement, les conflits intérieurs sans fin produisent des petits chefs. Mais la dynamique motrice est ailleurs, les petits chefs n'en sont pas la cause, mais le symptôme.

Par rapport à l'omniprésence du Hezbollah, ce que je voudrais vous dire, c'est qu'à la différence des autres partis, le Hezbollah est très organisé, avec une cohérence interne infaillible. Le Hezbollah est conscient de sa force, conscient qu'il est populaire dans son milieu, parce que les gens lui accordent un crédit d'authenticité, de courage... même aux yeux des Arabes non chiites, parce qu'il a défié Israël, à qui il a infligé une défaite, ce qui est la grande clé de lecture des Arabes et des musulmans en général.

Maintenant, le Hezbollah n'est pas face à un État libanais au sens d'un État de droit qui aurait le monopole de la violence et des armes. L'État au Liban a toujours été très faible. L'État libanais a toujours été la résultante d'un compromis entre les composantes sociales du pays. Par définition, il est faible, en retrait, et fait le minimum de choses. Après la guerre civile, l'État libanais n'a jamais repris le monopole des armes. D'ailleurs l'arrivée de la résistance palestinienne, dans les années septante, avait signifié la création d'un État dans l'État. Nous ne sommes donc pas face à un État de droit.

**Pierre Coopman:** Le Hezbollah n'est-il pas ce nouvel État dans l'État?

**Nahla Chahal:** En janvier 2007, le Hezbollah s'est retiré du gouvernement parce qu'il était conscient de l'énormité de son poids, tant organisationnel qu'en armes et en popularité, face à une configuration où d'autres ont aussi des armes, mais sont moins ou pas organisés.

Le Hezbollah a démissionné du gouvernement, car il voulait faire pression sur le gouvernement pour rééquilibrer sa composition. L'opposition, regroupée autour du Hezbollah et du CPL, souhaitait que les statuts d'un tribunal international pour juger les assassins de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri soient examinés par un gouvernement d'union nationale. Mais Fouad Siniora était encouragé par ses amis américains, jordaniens, saoudiens et égyptiens à accélérer les démarches qui aboutiraient à la résolution 1757 des Nations unies, instituant un tribunal international. L'opposition a voulu arrêter le processus, s'est fâchée... Elle était face à deux choix: soit elle assistait passive à l'unilatéralisme de Siniora, soit elle espérait faire pression sur le gouvernement en rendant le jeu de cet équilibre, de ce consensus, indispensable. Donc, il fallait démissionner. Le Hezbollah pensait que cette démission allait obliger à recomposer le gouvernement, c'est-à-dire à remettre sur la table les négociations autour de la manière de composer le gouvernement. Or, Siniora a continué. Il a oublié les démissionnaires, qui représentent tout de même une composante majeure du consensus. Voilà l'impasse devant laquelle a été placé le Hezbollah.

**Pierre Coopman:** Je ne suis pas en train de défendre le gouvernement de Siniora et je concède volontiers que ses pratiques manquent de finesse politique. Néanmoins, j'ai l'impression que le Hezbollah n'a plus que sa radicalité pour maintenir sa stature et son poids politiques. Les observateurs avertis savent que les déclinaisons politiques du chiisme sont très hétéroclites. Au Liban, plusieurs tendances politiques chiites sont en désaccord ou ont eu des désaccords avec le Hezbollah. Plusieurs notables chiites ont eu des parcours complexes par rapport au Hezbollah: je

## Chronologie

**1989** : accord de Taëf, qui met fin à la guerre civile libanaise (1975-1989).

**1989** : première assemblée du Hezbollah. Le Cheikh Sobhi Toufaily est élu secrétaire général.

**1991** : dissolution des milices décrite par le gouvernement libanais, sauf pour le Hezbollah, qui garde ses armes en tant que mouvement de résistance.

**1991** : le général Michel Aoun, chassé de la présidence par l'armée syrienne en 1990, part en exil en France.

**1992** : Hassan Nasrallah devient le secrétaire général du Hezbollah (il sera reconduit dans ses fonctions en 2001).

**14 février 2005** : assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri.

**14 mars 2005** : manifestation monstre à Beyrouth demandant une enquête sur l'assassinat de Rafic Hariri et le retrait des troupes syriennes.

**Fin avril 2005** : retrait des troupes syriennes.

**7 mai 2005** : retour au Liban du général Aoun.

**Mai-Juin 2005** : élections législatives : 14 sièges pour le Hezbollah ; 72 (sur 128) pour la coalition de Saad Hariri (fils de Rafic Hariri), qui forme un gouvernement de coalition où le Hezbollah obtient pour la première fois un ministère. Michel Aoun et ses alliés réalisent lors de ces élections une percée significative dans les circonscriptions à majorité chrétienne.

songe à l'ancien secrétaire général du Hezbollah, Sobhi Toufaily ; à Mohammad Hussein Fadlallah, souvent considéré comme le chef spirituel du Hezbollah, mais qui a eu une longue période de conflit doctrinal avec le parti ; sans parler des tendances chiïtes plus ouvertement hostiles au Hezbollah : celle du défunt Mehdi Chamsedinne, président du Conseil supérieur chiïte ; celle du mufti de Tyr, Ali Al-Amine, proche de l'Option libanaise, un parti, certes minoritaire, qui clame qu'« il faut briser le monopole de la représentativité exercé par le duo Hezbollah-Amal au sein de la communauté chiïte ». Pour unifier les composantes diverses du chiïsme politique, la non-reconnaissance d'Israël et la radicalisation antiaméricaine semblent être l'unique moyen dont dispose un parti comme le Hezbollah...

**Nahla Chahal** : Je parle d'une politique qui ne se résume pas au chiïsme, je parle d'une structure politique, du Hezbollah, qui repose sur le chiïsme mais n'a heureusement pas l'exclusivité de sa représentation. Comme vous le dites, il y a Ali Al-Amine, il y a Fadlallah, qui reste très sceptique par rapport au Hezbollah, tout en restant très anti-impérialiste. Fadlallah n'est pas en faveur de la « wilayat al-faqih<sup>3</sup> ». Il défend une autre doctrine que celle du Hezbollah, une autre vision du rôle de l'Iran. Le chiïsme n'est pas qu'une structure communautaire, le milieu chiïte est multiple... Ce n'est pas une question de représentation monolithique du chiïsme. Ce que je veux vous dire, c'est que le Hezbollah et les ministres qui ont démissionné représentent une partie importante de la structure sociale du chiïsme. Lorsqu'un gouvernement perd le tiers ou le quart de ses ministres, qui a une représentation sociale importante, cela soulève un problème énorme. Au moment de la démission de ses ministres, le Hezbollah faisait l'objet d'une pression forte, à la fois de sa base, qui considère qu'elle a payé un prix inimaginable durant la guerre de l'été 2006, et de ses autres alliés — dont la Syrie, qui avec une légèreté d'âme sans

<sup>3</sup> Théorie politico-religieuse chiïte qui donne au clerc le plus savant et le plus juste l'autorité sur toutes les institutions. Concept clé de la théorie politique de l'ayatollah Khomeiny.

précédent peut considérer que la destruction du Liban est son dernier souci pour parvenir à ses fins. Le Hezbollah était à tel point sous pression qu'il a accusé Siniora d'avoir comploté avec les Américains, les Israéliens. Je ne dis pas que c'est vrai. Je rapporte simplement ce qui se disait à l'époque. Le Hezbollah reprochait au gouvernement Siniora de n'avoir pas été suffisamment solidaire contre l'agression israélienne, de continuer à vouloir conclure des résolutions de l'ONU qu'il considérait néfastes pour le Liban.

**Pierre Coopman :** La popularité et la représentativité du Hezbollah sont indéniables. Mais les corps sociaux peuvent se tromper et peuvent en arriver à voter pour un parti dont l'évolution radicale risque de mener un pays à la destruction. Quel sens peut-on donner à cette radicalité anti-impérialiste et à ce refus de reconnaissance de l'État d'Israël? Je n'arrive pas à croire que les dirigeants du Hezbollah, les dirigeants du Hamas, les dirigeants iraniens, y croient eux-mêmes. S'ils sont un tant soit peu intelligents, quoi qu'ils en pensent, ils doivent bien se rendre compte qu'Israël continuera d'exister et que toute formation politique qui désire perdurer à long terme devra bien un jour reconnaître son existence.

**Nahla Chahal :** Je suis pour un État laïque et démocratique, représentatif de tous ses citoyens. Je ne veux ni jeter les Juifs à la mer ni même proposer aux Israéliens qui vivent en Israël actuellement de repartir. Je milite avec des amis anticolonialistes israéliens et juifs pour un État démocratique en Palestine... Israël, tant qu'il sera ce qu'il est actuellement, c'est-à-dire un État colonialiste avec plus de colonisation et moins de reconnaissance du droit du peuple palestinien, n'aura jamais la paix. Voyez ce qui s'est passé en Égypte depuis Camp David en 1979. Maintenant, après toutes ces années, l'ambassade d'Israël au Caire est boycottée, même par l'épicier du coin... Tant que cela restera ainsi, cela va être une source de conflits sans fin dans la région...

**2 juin 2005 :** assassinat de l'intellectuel libanais démocrate Samir Qassir.

**12 décembre 2005 :** assassinat de Gebran Tuéni, homme politique libanais et rédacteur en chef du quotidien *An Nahar* (libéral et très critique vis-à-vis de la Syrie).

**6 février 2006 :** accord entre le Hezbollah et le Courant patriotique libre (CPL) du général Aoun pour constituer une opposition à la majorité parlementaire et gouvernementale.

**12 juillet 2006 :** Israël lance une vaste offensive au Liban qui dure 33 jours.

**1<sup>er</sup> décembre 2006 :** sit-in illimité du Hezbollah et du CPL dans le centre de Beyrouth contre le gouvernement de Fouad Siniora.

**Mai 2008 :** combats violents entre majorité (Hezbollah, miliciens chiites d'Amal et prosyriens) et opposition, qui se soldent par la prise de contrôle de Beyrouth-Ouest par le Hezbollah. Le gouvernement annule le limogeage de l'officier chargé de la sécurité de l'aéroport de Beyrouth ainsi que la mise hors la loi du réseau de communication du Hezbollah à la base de cette flambée de violence.

**Fin mai 2008 :** sous l'égide de la Ligue arabe, les dirigeants politiques libanais concluent à Doha (Qatar) un accord sur la formation d'un gouvernement d'union nationale.

**25 mai 2008 :** Michel Sleimane, commandant en chef de l'armée, est élu président du Liban après dix-huit mois de crise politique.

**Pierre Coopman :** Dans une de vos chroniques du quotidien panarabe *Al Hayat* basé à Londres, publiée le 8 juin 2008, vous citez Régis Debray, au cours de son récent débat avec Leïla Chahid dans le journal français *L'Humanité*. Régis Debray, à la suite de sa dernière tournée en Palestine, constate l'ampleur tragique de la défaite face au fait accompli de la colonisation israélienne... Il voit l'importance des colonisations, jusqu'au Jourdain... Et malgré tout, il appelle à une sorte de « nouvelle radicalité » ou à un « sursaut palestinien et arabe face à la défaite »... On est, à mon avis, face à un problème tragique : celui de l'absence de gestion de la défaite par toute une société. Le Moyen-Orient et les Palestiniens sont certainement victimes d'énormes injustices, mais il existe plusieurs manières d'accepter et de gérer la défaite...

**Nahla Chahal :** Si vous êtes en train de dire que les Arabes sont face à une défaite, mais qu'Israël est devant une impasse, je suis d'accord. Il y a une défaite et une incapacité de la part des Arabes à gérer leur confrontation avec Israël, mais il n'y a pas d'acceptation du fait israélien et il n'y en aura pas. Je ne voudrais surtout pas que cette non-acceptation ait des allures d'Al-Qaïda. C'est tout. Je voudrais qu'elle ait un visage tourné vers l'avenir et vers la recherche d'un compromis, pas avec Israël comme entité d'apartheid, mais avec une entité démocratique ayant comme résultat la présence de Juifs et la cohabitation pacifique avec les Juifs. Dans une région qui est en plein essor, nous pourrions beaucoup plus facilement vivre ensemble. Mais nous sommes malheureusement dans une région qui est en plein effondrement...

**Pierre Coopman :** Où situer la Syrie dans ce débat ? Sans nécessairement privilégier l'hypothèse d'un complot syrien, je reste troublé par la vague d'assassinats politiques qui a déferlé sur le Liban... À l'heure où nous menons ce débat, le président syrien Bachar El-Assad est annoncé aux festivités du 14 Juillet à Paris. Quelle est l'image que donne la Syrie quand elle retombe sur ses pattes après deux ou trois ans d'embra-

sement, de conflits politiques et d'assassinats politiques ? La région semble toujours régler ses conflits par les mêmes vagues successives de violences politiques. Et la Syrie n'a pas vraiment réussi à se démarquer de cette image violente.

**Nahla Chahal :** J'ignore totalement qui sont les coupables de ces assassinats. Si ce sont les Syriens, ce serait vraiment se tirer une balle, non dans le pied, mais dans la tête. Ils seraient les derniers crétiens du monde. Il se peut que cela soit eux. Ils en sont capables. Il se peut qu'ils aient mal calculé. Mais si c'est le cas, il était tout à fait prévisible que ce serait la politique la plus imbécile, à ne surtout pas mener, pour éviter de lancer le processus qui a suivi.

**Pierre Coopman :** Je pense en effet qu'il y a une multitude d'acteurs derrière ces crimes et que l'on n'en connaît pas les détails. Mais la Syrie, politiquement, n'a rien fait pour changer son image. Si elle n'est pas impliquée dans les assassinats politiques au Liban, elle ne semble pas motivée pour démontrer qu'elle ne l'est pas et qu'elle se démarque clairement d'une tradition, au Moyen-Orient, qui veut que les problèmes politiques se règlent par la violence...

**Nahla Chahal :** La Syrie est un régime criminel, qui n'hésite pas à commettre de tels actes et qui l'a déjà fait. Les Syriens ont commis bien pire que cela. Je ne dis donc pas que les Syriens sont incapables de le faire, mais cela ne leur était pas profitable, parce qu'il était prévisible qu'ils seraient parmi les premières victimes des événements qui suivraient. Maintenant, il faut que ces assassinats soient tirés au clair, car c'est inadmissible. ■

Débat organisé par Pierre Vanrie et Pierre Coopman, le 23 juin 2008